

Modèle indicatif de pacte d'actionnaires

Document anonymé fourni aimablement par le
cabinet PORTIER-COLLET de Rennes
Juristes conseils d'entreprises

En préambule

Il est essentiel de préciser que ce document a été établi en fonction d'une situation spécifique, pour répondre à des objectifs particuliers et qu'il résulte d'une négociation ayant amenée chacune des parties à faire des concessions afin d'aboutir au présent pacte d'actionnaires.

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

Monsieur 1

demeurant à
né le marié à
sous le régime de

Monsieur 2

demeurant à
né le marié à
sous le régime de
ci-après désignés "les **actionnaires du groupe A**"

ENSEMBLE, D'UNE PART,

La société "Investissements"
société anonyme au capital de
dont le siège social est situé à
immatriculée au registre du commerce et des sociétés de
représentée aux présentes par Monsieur
ci-après désignée "L'actionnaire du groupe B"

D'AUTRE PART,

IL A ÉTÉ EXPOSÉ ET CONVENU CE QUI SUIT

EXPOSÉ

1 - Les parties soussignées sont les principaux actionnaires de la société "X", société anonyme au capital de Y francs, dont le siège social est situé à ... en cours d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés de

2 - Ladite société a été constituée en vue de l'acquisition et de la détention des titres de la société "cible", société anonyme au capital de Z francs, dont le siège social est situé à ..., immatriculée au registre du commerce et des sociétés de ...

3 - La société "X" détient la quasi totalité des titres de la société "Cible", suite à :

– l'apport à la société "X" par Messieurs 1 et 2 des titres qu'ils détenaient, l'apport de ces titres représentant 45,60 % du capital de la société "Cible",

– l’acquisition par la société “X” des 54,40 % restants auprès du cédant, pour un montant global de 6000000 (six millions) de francs.

Cette acquisition a été financée :

- par les fonds propres et quasi fonds propres de la société “X”, à hauteur de 1 310 000 (un million trois cent dix mille) francs,
- par des emprunts bancaires souscrits auprès de la Banque A, de la Banque B et de la Banque C, pour un montant global de 4 690 000 (quatre millions six cent quatre-vingt-dix mille) francs, chacun desdits établissements financiers prêtant le tiers de ladite somme.

Il est précisé que les titres de la société “Cible” apportés à la société “X” par les actionnaires du groupe “A” ont été décotés de 20 % par rapport à la valeur retenue pour l’acquisition des titres appartenant au cédant.

4 - La répartition du capital de la société “X” est au jour des présentes la suivante :

– Monsieur 1	≈	55,40 %
– Monsieur 2	≈	35,50 %
– “Investissements”	≈	9,10 %

		100,00 %

En outre, il a été convenu :

- de la transformation des sommes mises en compte courant par la société “Investissements” en obligations convertibles dans les conditions ci-après définies,
- de l’émission de stock options au profit de Messieurs 1 et 2, dans la société “Cible”, pour un montant maximum de 5% du capital de ladite société, dans les conditions ci-après définies.

En cas de levée des obligations convertibles, le capital de la société “X” sera, au final, réparti ainsi qu’il suit :

– Monsieur 1	≈	46,88 %
– Monsieur 2	≈	30,02 %
– “Investissements”	≈	23,10 %

		100,00 %

5 - En outre, afin de préserver tant l’esprit qui les a animés à la constitution de la société que l’équilibre de leurs intérêts et d’organiser leurs relations au sein de ladite société, les parties soussignées sont convenues de conclure la présente convention.

CONVENTION

Préalablement et pour les besoins des présentes, les parties soussignées conviennent des définitions suivantes :

- La “Société” signifie la société “X”, société anonyme au capital de Y francs, divisé en Z actions de 1 000 francs de nominal chacune, dont le siège social est situé à ... et en cours d’immatriculation au registre du commerce et des sociétés de ...
- Les “Actions” signifie les actions, obligations et les valeurs mobilières, notamment composées et éventuellement tout démembrement ou droit à souscrire ou d’attribution de telles valeurs, émises ou à émettre par la société, et donnant droit immédiatement ou à terme, à une quotité du capital ou des droits de vote de la société.

- “Cession” signifie toute mutation, à titre onéreux ou gratuit, entraînant une aliénation de la propriété ou, éventuellement, de la nue propriété ou de l’usufruit d’une action, à quelque titre que ce soit et sous quelque forme qu’elle intervienne, et notamment, sans que cette liste soit exhaustive, par une cession, échange, apport, donation.

– “Groupe A” désigne Messieurs 1 et 2.

– “Groupe B” désigne la société “Investissements”.

Article 1 - DROITS DE PRÉEMPTION

1.1 - Droit de préemption prioritaire

En cas de cession par un ou deux des trois actionnaires du groupe A, de tout ou partie de leurs actions, le ou les actionnaires dudit groupe non cédants (le ou les bénéficiaires) bénéficient, au prorata de leur participation, d’un droit de préemption prioritaire sur celui défini ci-après.

Le ou les actionnaires du groupe A devront notifier leur projet de cession par lettre recommandée avec accusé de réception à chacun des bénéficiaires, en précisant l’identité de l’éventuel cessionnaire, son adresse, le nombre d’actions, objet de la cession, les conditions et modalités de la cession, et notamment les modalités de paiement du prix, les garanties offertes et / ou octroyées.

Dans l’hypothèse d’un apport, d’un échange ou d’une transmission à titre gratuit, le ou les actionnaires cédants devront également fournir la valeur d’apport ou d’échange retenue ou une évaluation des actions en cas de transmission à titre gratuit.

Dans les trente jours suivant la première présentation de la notification visée ci-dessus, le ou les bénéficiaires notifieront, dans les mêmes formes, à un ou aux actionnaires du groupe A cédants :

– sa ou leur volonté d’acquérir les actions, objet de la cession, pour un prix égal au prix indiqué dans le projet de cession, ou à la valeur communiquée,

– ou qu’ils renoncent à exercer leur droit de préemption.

À défaut de réponse, le ou les bénéficiaires seront réputés avoir renoncé à leur droit de préemption.

En cas d’exercice du droit de préemption, la cession devra être réalisée dans le mois suivant l’expiration du délai imparti aux bénéficiaires pour exercer leur droit de préemption.

La société “Investissements” devra être informée de toute cession intervenant en application de ces dispositions.

1.2 - Droit de préemption réciproque

En cas de non exercice par les actionnaires du groupe A de leur droit de préemption prioritaire, ou en cas d’exercice partiel, ou encore en cas de cession de tout ou partie de ses actions par la société “Investissements”, chacun des deux groupes A et B bénéficie d’un droit de préemption qui trouvera à s’appliquer selon les mêmes modalités et conditions que celles fixées aux alinéas 2 à 6 de l’article 1.1 ci-dessus.

Article 2 - CLAUSE DE SORTIE

2.1 - Sortie en cas de cession avec changement de majorité

En cas de cession d’actions par l’ensemble des actionnaires du groupe A, ayant pour effet de réduire leur participation à moins de 50 % dans le capital de la société, après purge du droit de préemption prioritaire défini à l’article 1.1 ci-dessus, lesdits actionnaires s’engagent à faire acquérir par le bénéficiaire de la cession, la participation de la société “Investissements” selon les mêmes modalités et conditions.

Les actionnaires du groupe A devront, dans ce cas, notifier par lettre recommandée avec accusé de réception à la société “Investissements” la cession envisagée, en en précisant l’ensemble des conditions et la possibilité pour elle à défaut d’exercer le droit de préemption visé à l’article 1.2 ci-dessus, de céder la totalité de sa participation dans les mêmes conditions que celles envisagées dans le projet de cession.

Dans un délai de trente jours suivant la première présentation de la lettre recommandée avec accusé de réception, la société “Investissements” devra notifier, dans les mêmes formes, aux actionnaires du groupe A sa volonté de céder ou non sa participation au profit du bénéficiaire envisagé de la cession (ou d’exercer son droit de préemption visé à l’article 1.1 ci-dessus).

À défaut de réponse de la société “Investissements” dans le délai imparti, celle-ci sera réputée avoir renoncé à la possibilité de cession de sa participation et les actionnaires du groupe A pourront procéder librement à la cession envisagée, sous réserve d’un non exercice de son droit de préemption.

2.2 - Sortie en cas d’opération financière

En cas d’augmentation de capital, d’émission d’obligations convertibles, d’obligations avec bons de souscription d’actions, ou plus généralement, de toute autre opération financière ayant pour conséquence une modification immédiate ou à terme du nombre d’actions de la société “X”, les actionnaires du groupe A s’engagent, s’ils étaient susceptibles de ne plus détenir, du fait de cette opération, la majorité des voix à l’assemblée générale ordinaire de la société “X”, à procurer préalablement à la société “Investissements” la possibilité de céder ses titres à un prix par action au moins égal à la valeur par action résultant des conditions de ladite opération.

Dans ce cas, la procédure de notification visée aux alinéas 2 à 4 de l’article 2.1 ci-dessus trouvera également à s’appliquer.

Article 3 - PARTICIPATION EN CAS D’OPÉRATION FINANCIÈRE

Nonobstant la possibilité pour les actionnaires réunis en assemblée générale extraordinaire de supprimer le droit préférentiel de souscription en cas d’augmentation de capital, en cas d’opération financière ayant pour effet de modifier immédiatement ou à terme le nombre d’actions de la société, et notamment en cas d’augmentation de capital, d’émission d’obligations convertibles ou d’obligations à bon de souscription d’actions et qui feraient intervenir un tiers, les actionnaires du groupe A s’engagent à proposer à la société “Investissements” de participer à l’opération au prorata de sa participation effective ou potentielle dans les mêmes conditions que celles qui seraient offertes audit tiers.

La société “Investissements” sera avisée de cette opération dans un délai d’un mois avant la tenue du conseil d’administration statuant sur cette opération par lettre recommandée avec accusé de réception, et elle disposera alors d’un délai de quarante cinq jours après la première présentation de la lettre pour notifier, dans les mêmes formes, sa volonté ou non de participer à l’opération.

À défaut de réponse de la société “Investissements”, celle-ci sera réputée renoncer à son droit de participation.

Article 4 - CESSIION DE FILIALES

Les actionnaires du groupe A s’engagent à proposer au vote d’une assemblée générale extraordinaire de la société, dans les six mois de la cession totale ou partielle de toute filiale, une réduction du capital de la société.

Cette réduction de capital s’effectuerait au moins au prorata des titres détenus par la société “Investissements” afin de lui assurer la liquidité de son investissement sur la quote part du produit de la cession lui revenant.

Dans l’hypothèse d’une telle réduction de capital à la demande de la société “Investissements”, celle-ci assumerait seule l’ensemble des conséquences et coûts fiscaux liés à la réalisation de l’opération pour la société.

Toute opération sur les titres d’une filiale actuelle ou à venir fera l’objet d’une concertation préalable avec la société “Investissements”. Celle-ci aura un caractère consultatif.

Article 5 - PARTICIPATIONS EXTÉRIEURES

Les actionnaires du groupe A s'engagent à proposer à la société "Investissements" de participer au financement de toutes entreprises non cotées dans le secteur d'activité de la société dans lesquelles ils envisageraient d'investir directement ou indirectement, et ce de manière qu'elle ait la possibilité d'obtenir dans un tel projet un niveau de participation au moins égal à celui qu'elle détient dans la société.

La diversification devra être entendue comme portant sur une activité connexe, complémentaire ou créant des synergies avec l'activité de la société "Cible".

De même, les actionnaires du groupe A s'engagent, dans le cas où ils seraient amenés à créer une société immobilière, industrielle ou commerciale, à reprendre une société dans un domaine constituant une diversification par rapport à l'activité des sociétés "X" et "Cible", à proposer à la société "Investissements" de participer à cette création ou cette reprise au même niveau de participation que celle qu'elle détient dans la société "X".

Les actionnaires du groupe A s'engagent à ne pas déposer ou concéder en leur nom personnel, en France ou dans les pays étrangers, de marques, brevets ou licences, ayant un lien avec l'activité de la société "Cible", et à les faire déposer ou concéder par la société "Cible".

Les actionnaires du groupe A s'interdisent, sauf accord préalable et écrit de la société "Investissements" de détenir personnellement, directement ou indirectement, toute participation dans toute société qui exercerait une activité s'apparentant à l'activité des sociétés "X" et "Cible", et dans toute société qui exercerait une activité connexe, similaire ou complémentaire à celle de la société "Cible", autrement que par l'intermédiaire de la société elle-même ou de ses filiales qu'elle contrôle au sens de l'article 355.1 de la loi du 24 juillet 1966.

Article 6 - INTRODUCTION EN BOURSE DE FILIALES

Les actionnaires du groupe A s'engagent à proposer au vote d'une assemblée générale extraordinaire de la société "X" en cas d'introduction en Bourse de toute filiale ou participation, et ce préalablement à l'introduction, une réduction du capital de la société soumis au vote d'une assemblée générale extraordinaire au profit de la société "Investissements" avec attribution en nature de sa quote part de titres de la société.

Article 7 - GARANTIE DE PASSIF

Toute cession des actions de la société "Investissements" s'effectuera sans qu'il lui soit demandé une garantie de passif.

Article 8 - DROIT D'INFORMATION

Les actionnaires du groupe A et la société "Investissements" s'engagent à se réunir une fois par trimestre au minimum au sein d'un Comité. Au cours de chaque réunion, seront examinés le suivi budgétaire du tableau de financement, le plan de trésorerie, les comptes prévisionnels et les décisions importantes engageant l'avenir de la société et de ses filiales.

De même, dans le cadre d'une opération de croissance externe, les actionnaires du groupe A et la société "Investissements" s'engagent à se réunir préalablement à la décision définitive sur cette opération pour en être informés.

Article 9 - CLAUSE DE CONFIDENTIALITÉ

La société "Investissements" s'engage à traiter comme confidentielles toutes informations d'ordre comptable, social, financier, technique et stratégique, non publiées, concernant la société et ses filiales, qui leur seront communiquées, présentées ou non comme confidentielles.

Les parties se portent fort du respect de cet engagement par leurs préposés, conseils ou mandataires.

Article 10 - COMPTE COURANT - OBLIGATIONS CONVERTIBLES EN ACTIONS

10.1 - Les parties soussignées sont convenues de l'apport en compte courant de Y francs par Monsieur 1 et de Z francs par la société "Investissements", ceux-ci l'ayant accepté et s'y étant engagé.

Il est convenu par ailleurs que les sommes ainsi prêtées à la société porteront intérêt de 5 % (cinq pour cent) l'an, sur la base de 365 jours, payables à terme échu le 30 septembre de chaque année, et pour la première fois, le 30 septembre ... pour toute la période écoulée depuis la date de versement effectif des fonds.

Les conventions de comptes courants seront autorisées préalablement à leur signature par le conseil d'administration de la société, puis soumises pour approbation à l'assemblée générale des actionnaires dans les conditions des articles 101 et suivants de la loi du 24 juillet 1966, les actionnaires du groupe A s'engageant à voter dans le sens de leur approbation.

10.2 - S'agissant en outre du compte courant ouvert au nom de la société "Investissements", les parties soussignées sont convenues de le transformer au 31 mars ... en obligations convertibles dans les conditions de la convention ci-après annexée.

Article 11 - STOCK OPTIONS

Les parties soussignées sont également convenues de l'octroi au bénéfice de Messieurs 1 et 2, d'options pour la souscription d'actions de la société "Cible" sus-désignée, dans les conditions suivantes :

- attribution d'options dans la limite d'un plafond de 5 % du capital de la société "Cible" et dans les limites autorisées pour que la société "X" puisse bénéficier du régime de l'intégration fiscale ;
- prix de l'option: valeur d'acquisition des titres acquis auprès du cédant, décotée de 20%;
- levée de l'option proportionnelle au résultat net réalisé par la société "Cible", et selon la réalisation des objectifs suivants :
- 100% si le résultat net moyen des trois dernières années est supérieur à ... MF,
- 75 % si le résultat net moyen des trois dernières années est compris entre ... MF et ...
- 50 % si le résultat net moyen des trois dernières années est compris entre ... MF et ...
- 0 % en deça.

Il est également convenu que Messieurs 1 et 2 ne pourront pas lever les options qui leur sont attribuées s'ils ont démissionné ou ont été révoqués de leurs fonctions de mandataire social dans la société "Cible".

Par exception à ce qui est stipulé à l'article 13.4 ci-dessous, en cas de difficulté sur l'exécution ou l'interprétation des stipulations du présent article 11, les arbitres devront statuer en amiables compositeurs afin que soient respectés les principes ci-dessus arrêtés entre les parties pour l'attribution de stock options au profit des actionnaires du groupe A.

Article 12 - AVANTAGES PARTICULIERS

Il est en outre rappelé qu'il a été institué, dans les statuts de la société et au seul profit de la société "Investissements", un avantage particulier consistant en la création de Y actions de priorité attribuées uniquement à la société "Investissements", en rémunération de son apport en numéraire qui, à compter de l'affectation des résultats de l'exercice N et N + 1, donneront droit à titre de premier dividende au versement d'une somme de 5% du montant libéré et non remboursé desdites actions (premier dividende cumulatif).

À compter de l'affectation des résultats de l'exercice N + 4.N +5, le taux ci-avant stipulé sera porté de 5 % à 7,5 %.

À la sortie de la société "Investissements", il sera réuni tant une assemblée spéciale qu'une assemblée générale extraordinaire aux fins de convertir ces actions de priorité en actions ordinaires.

La société "Investissements" s'engage dès à présent à voter en faveur de cette conversion dans les deux types d'assemblées.

Article 13 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 - Engagement du successeurs et ayants droit

Tous contrats et engagements contenus dans les présentes obligeront les successeurs et ayants droit des actionnaires, fussent-ils mineurs ou incapables, à être solidairement et indivisiblement tenus à l'entière exécution des engagements contractés aux termes du présent pacte d'actionnaires, avec renonciation au bénéfice de division et discussion.

13.2 - Durée

La durée de la présente convention est celle du maintien d'une participation conjointe des parties soussignées dans la société.

La cessation de participation conjointe dans la société marquera le terme de la présente convention.

13.3 - Notifications

Toutes notifications qui devront être faites en vertu des présentes, de l'une des parties soussignées à l'autre, devront être faites par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Ces notifications devront être envoyées au moins soixante jours avant les dates prévues des opérations les motivant, et les réponses seront adressées dans un délai de trente jours à compter de la date de première présentation de ces lettres.

13.4 - Litiges

Tous les litiges auxquels la présente convention pourra donner lieu, notamment au sujet de sa validité, de son interprétation, de son exécution et de sa réalisation, seront résolus par voie d'arbitrage.

Si les parties soussignées s'entendent sur la désignation d'un arbitre unique, elles s'en remettront à l'arbitrage de celui qu'elles auront désigné.

Dans le cas contraire, il sera constitué un tribunal arbitral composé de trois arbitres. Les deux premiers arbitres seront nommés par les parties, chacune d'elles désignant le sien. Si l'une des parties s'abstient de désigner son arbitre, elle sera mise en demeure de le faire dans le délai de quinze jours par lettre recommandée avec accusé de réception. À défaut par elle de procéder à cette désignation dans ce délai, il y sera pourvu par Monsieur le Président du Tribunal de Commerce de ... statuant en référé à la requête de la partie la plus diligente.

Les deux arbitres ainsi choisis devront désigner un troisième arbitre dans le délai de quinze jours. En cas de carence de leur part, le troisième arbitre sera désigné par Monsieur le Président du Tribunal de Commerce de ... statuant en référé à la requête de la partie la plus diligente.

Les trois arbitres se réuniront et constitueront ensemble un tribunal arbitral statuant à la majorité de ses membres après avoir entendu les parties. Le tribunal devra prononcer la sentence dans le délai de trois mois à dater du jour de sa constitution.

Les arbitres statueront en droit.

Les parties se réservent toutefois expressément le droit de faire appel de la sentence arbitrale devant la Cour d'Appel de

13.5 - Nullité d'une disposition

Au cas où un article ou l'une des dispositions des présentes seraient déclarés nuls par une juridiction compétente, cette nullité n'affecterait pas les autres dispositions ou articles du présent pacte qui resteraient valides.

Fait en quatre exemplaires originaux